Propriétaire-Gérant

ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS: Roubaix-Tourcoing: Trois mois. . 13.50 Six mois. . . 26,** Un an . . . 50.**

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

25 JANVIER

Banque de France Socié, géné.

Chemins autrichions

Crédit foncier de

\$ 0/0.

1/2.

4 172.

Actions

Emprunt: (5 0/0). .

Lyon

Nord

Midi

Suez

Londres court

Turc

Crédit Mebilier

su: Paris, 5, 18 3/4.

Marché faible.

lier, livrable baissant.

New-York, 11 1/8. Recettes 137,000 b.

sant, lourd.

Péruvien

(ancienne)

(nouvelle)

Valeur de l'or 101 3/8.

Banque ottomane

Banque ottomane

DEPECHES COMMERCIALES

Café good fair, (la livre) 16 7/8

Café good Cargoes, (la livre) 17 3 8

Dipêches de MM. Schlagdenhauffen et Co, epresentés à Roubaix par M. Bulteau-Gry-monprez:

Ventes 7.000 balles, marché irrégu-

New-Orleans low middling 79 0/0.

ROUBAIX, le 25 JANVIER

EXTRAIT

Des minutes du Greffe du Tribunal

(section correctionnelle).

janvier 1878, enregistré,

de première instance séant à Lille,

Par jugement définitif rendu contra

La nommée Boussemart, Rosalie

Certifie par le Greffier, soussigné:

OYER.

tandis que M. le duc Decazes n'en ob-

scrutin est donc nécessaire : il aura

location dont les suites ne pourraient

qu'être funestes au parti conservateur.

A la Chambre, on a distribué le pro-

jet de loi de M. de Freycinet concer-

nant l'amélioration de la Seine entre

D'après ce projet, - dont nous

entre Paris et Rouen.

lundi.

Liverpool, 25 janvier.

New-York, 25 janvier.

Est

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBATA est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

HULINSE DE PARIS 24 Janvier accordée pour tous les délits de presse et de parole commis du 16 mai au 14 Attendra-t-on que le mal so décembre dernier. Un amendement a parable pour y porter remède? Enprents (5 0/0). . . 109 30 été présenté par M. Lenglé, tendant à 25 Janvier étendre cette amnistie aux délits com-. 73 20 mis antérieurement au 16 mai. Com-

battu par M. Goblet, rapporteur de la 109 55 commission, défendu par M. Rouher, repoussé par M. Dufaure, l'amende-ment a été finalement rejeté. Service particulier du Journal de Roubaix 3220 00 On a procédé ensuite aux votes des 467 00 articles. Ils ont été adoptés, après quel-ques observations de M. Rouher, qui

538 00 n'ont pas été prises en considération. L'une des plus grandes erreurs du 640 00 parti républicain, en général, c'est de vouloir incarner la République dans la 1300 00 790 00 Révolution; pour eux. Republique 771 00 Révolution, c'est synonyme, l'un ne saurait marcher sans l'autre. Or, comme l'état révolutionnaire ne saurait être le dernier mot d'une société civili-368 00 sée et qu'un pays quelconque, grand 25 16 50 ou petit, ne saurait vivre sous le régime de la révolution en permanence, il s'en suit que la République ne pourra jamuis être parmi nous qu'une ré-New-York, 25 janvier. Changesur Londres, 4.81 1/2; change volution transitoire d'une durée plus ou moins limitée ; ainsi que l'expérience du passé l'a surabondamment

Ce qui fait que la république ne pourra jamais s'acclimater en France. c'est que chaque fois que les républicains sont arrivés au pouvoir, ils se sont acharnés de leur mieux à désorganiser lestrois grandes forces qui sont la base de tout ordre social, le principe d'autorité, la magistrature, l'armée.

Havre, 25 janvier. Ventes 400 balles, marché languischef de la majorité, M. Gambetta, socié le maire d'une grande ville, prési-

> l'avènement du cabinet du 13 décembre ont été dictés et imposés par les gauches; ce sont encore les gauches qui ont forcé M. Dufaure à leur livrer le

dictoirement par ledit Tribunal, le 5 personnel de nos parquets. républicains; il leur faut mieux encore, conque manquerait de faire ses Paques ou de s'arrêter sur le passage d'une 37 ans, née à Houtin (Belgique), marchande de lait à Mouscron (Belgique),
déclarée coupable de falsification de
lait, aété condamnée à cinquante francs

l'autorité militaire n'a fait qu'aiguiser
l'autorité militaire n'a standant appare leurs convoitises; ils attendent encore Le Tribunal a, en outre, ordonné que qu'on leur livre tous les grands com-ledit jugement serait inséré en tête des mandements militaires. Dieu sait ce journaux, le Journal de Roubaix et que l'armée deviendrait dans leurs

l'Indicateur de Roubaix et Tour-coing, qui se publient à Roubaix et On pe On peut s'en faire facilement une Tourcoing, et affiché au nombre de 25 dée par les doctrines de subversion exemplaires dans la ville de Roubaix, qu'ils affichent à propos de l'incident de Limoges. L'acte d'indiscipline du de Limoges. L'acte d'indiscipline du major Labordère est préconisé par nos radicaux commeun acte de haut civis-

Le Sénat a procédé hier à un second de la basse démagogie qui prêchent ces tour de scrutin pour la nomination d'un odieuses maximes à l'armée, c'est l'orsénateur inamovible. Le résultat a été, gane même de M. Gambetta, la Répucomme hier, absolument nul, et comme blique Française. Jusqu'à ces derhier, M. V. Lefranc a réuni 129 voix, niers temps, nous avions vu l'ex-dictateur recommander l'abstention de l'artenait que 128... Un troisième tour de mée dans nos luttes politiques et c'est lieu le 7 février. D'ici là, il faut l'espérer, l'entente se fera dans tous les demandé et obtenu sa révocation. Augroupes de la droite, et l'on évitera jourd'hui que le tour est joué, M. ainsi la dislocation de la majorité dis-Gambetta jette le masque et déclare qu'il faut faire entrer l'armée dans le mouvement politique ; il veut qu'elle s'y jette à corps perdu, à condition, bien de Le Sénat ne se réunira pas avant

lonc à « épurer » l'armée. mérite et le, droits acquis, mais d'a- de principe comme engagée dans de près l'ardeuc des professions de foi rédonnons plus loin l'exposé des motifs publicames. A ce titre, le major Labor-

et le texte. - il serait procédé immédiatement à des travaux qui porteraient dère mériterait d'être nommé généralissime de toutes nos forces militaires. le tirant d'eau à trois mêtres. Les dé penses, évaluées à 32 millions, seraient couvertes par des lois financières ulté-rieures.

Voilà l'enseignement que l'on offre à p.us de 2 pour 1,000 si l'on prend l nos soldats! Comment ne pas être 164,242 votants. Que le tout puissant

La séance a été en grande partie epouvanté quand on voit que d'aussi remplie par la discussion du projet de loi tendant à ce qu'une amnistie soit tations et sans répression de la part du gouvernement!

Attendra-t-on que le mal soit irré-

M. Gambetta, combattant la proposi-tion de l'amiral Touchard et de ses amis, relativement aux vérifications d'élec-tions, et M. Ferry dans un débat anté-rieur, ont l'un et l'autre cité un précédent emprunté à une décision de l'Assemblée nationale qui a prononcé, le 24 février 1872, l'annulation de l'élection de M Deregnaucourt par le département du Nord. C'est pour eux la preuve que l'Assemblée nationale avait repoussé la candidature officielle avec bien plus d'énergie que ne le fait la Chambre ac tuelle, car il n'y avait pour tout grief. contre M. Deregnancourt, que la recom-mandation de M. Barthelemy Saint-Hilaire et la signature sur une affiche d'un maire qui recommandait aussi cette candidature. En vérité, l'Assemblée nationale était bien rigoureuse, et la Chambre élue le 14 octobre est bien indulgente l Oui, mais ne jurez jamais sur la parole du maître, surtout lorsque le maître est M. Léon Gambetta ou M. Jules Ferry.
Si l'on recherche les fa ts auxquels ont

fait allusion ces deux illustres patrons de la liberté électorale, on les trouve fort différents de ceux qui ont été pré-

M. Deregnaucourt avait été élu, le janvier 1872, avec une majorité de 441 voix. C'était bien peu, d'autant plus que, sur 319,652 inscrits, les votants se réduisaient à la moitié seulement, c'est-à-dire à 164,242, non compris les votes de l'armée. L'élection était atta quée en la forme et au fond. On relevant comme vice de forme, le défaut d'an d'autorité, la magistrature, l'armée.

Aujourd'hui, le principe d'autorité
représenté par le Chef de l'Etat a été à
peu près annihilé; ce n'est plus le
Chef de l'Etat qui gouverne, c'est la
majorité révolutionnaire de la Chambre
des députés, qui, par la plus monstrueuse confusion des pouvoirs, s'est arrogé l'exercice de la puissance souveraine. Les ministres ne sont plus les
ministres du Maréchal, président de la
république; ils sont les ministres du
chef de la majorité, M. Gambetta, qui leur inspire toutes leurs résolu- dent du comité électoral qui patronnai Les bouleversements administratifs, dont nous avons été témoins depuis même du conseil muricipal. Dans deux autres communes, un garde-champêtre et un maire avaient déchiré les affiches

du candidat conservateur. Dans les circulaires de ce comité, ou accusait le concurrent de M. Deregnaucourt de vouloir rétablir une théocratie Mais tout cela ne sussit pas à nos dans laquelle on mettrait en prison quiqu'il lui plast; de l s conduire, vit troupeau, à la guerre et à la messe, " tant qu'il veut, sans raison, sans motif, en maître absolu qu'il est. » le représentait comme faisant partie de ces hommes qui « n'aiment que leur roy « et surtout leurs priviléges, et qui ne craindraient pas d'assouvir leur cou pable ambition sur les ruines mêmes « de la patrie.» On ajoutait que les élec-teurs assez aveuglés pour se laisser entrainer à voter en leur faveur verraien leurs fermes brâlées par le Prussien Vu au parquel:
Le Procureur de la République,
DELOBELLE.

14268

me, digne de la reconuzissante
au delà des Alpes, Oa disait meme que
concurrent de M. Deregraucourt irait
L'obéissance sous les drapeaux est
grossir cette majorité « qui a voté tous Ce ne sont pas seulement les feuilles | « les impôts qui font tent souffeir les « petites bourses, et qui les a votés sur-« tout afin de venir dire ensuite : Vous « voyez, c'est la République qui aug-« mente vos charges.» Est-il étonnant que la violence d'un langage si odieu et si outrageant pour l'Assemblée nationale l'ait entrainée à annuler un élection d'ailleurs très attaquable en la sous le faux prétexte que le général forme? Qu'on ne cite donc pas ce pré-Ducrot se mélait de politique qu'on a cédent comme une condamnation de la candidature officiellle. Il y avait si peu d'intention doctrinale que le bureau avait conclu à la validation, en se bornant à signaler au gouvernement la conduite du maire qui s'était associé à la polémique violente dont nous venous de donner l'idée par quelques extraits. L'annulation a été prononcée par 325 entendu, que ce soit au profit de l'idée républicaine. M. Gambetta se dispose voix contre 306. MM. Gambetta et Jules Ferry ont voté pour la validation, ce Or, ce but ne saurait être atteint qu'ils n'auraieut pas fait certainemen qu'en réglant l'avancement non sur le s'ils avaient pu considérer la question conditions si défavorables pour l'élu

Nous ajouterons une dernière réflexic Dans l'élection annulée en 1872 p l'Assemblée nationale, la majorité éta ssime de toutes nos forces militaires.

d. 441 voix, soit un peu plus de 1 po
Voilà pourtant où nous en sommes!
1,000 sur 319,652 inscrits, ou un pe

mastre de la majorité actuelle, qui a voté contre ce précédent en 1872, le prenne anjourd'hui pour règle des véri-fications de pouvoirs et il n'y a pas un des députés contestés qui ne sortira triomphant de l'épreuve. Mais cela ne ferait pas le compte des proscrip-(Français.)

SÉNAT

Seance du jeudi 24 janvier 1878

PRÉSIDENCE DE M. LE DUC D'AUDIFFRÉT PASQUIER

La séance est ouverte à 2 heures 114. Le procès-verbal de la dernière séance est le par M. de Colombet, l'un des secrétaires.

M. Monnet rappelle qu'hier, à propos des séan-ces de la Commission de l'état-major, tenues à Paris, il a dit : « Rendez-nous pour notre commission le Luxembourg! » Cette observation n'a pas été exactement indiquée par le Journal offi-ciel. Elle a été faite à la suite des explications présentées par M. le général Pourcet.

M. le Président : La rectification sera faite au procès-verbal et au Journal officiel.

M. Masnin, en son nom et au nom de M. Cor-M. Masnin, en son nom et au nom de M. Corbon, dit que leurs noms ont été omis, par le Journal officiel, dans l'énonciation des votants pour les crutin relatif à la fixation du second scrutin pour l'élection 'll'un sénateur inamovible. Tous deux ont pris part au scrutin et ont voté contre la fixation au lendemain.

Le procès-verbal est adopté.

ÉLECTION D'UN SÉNATEUR INAMOVIBLE L'ordre du jour appelle le deuxième tour de scrutin pour la nomination d'un sénateur inamo-vible, en remplacement de M. le général d'Au-relle de Paladines, décédé.

M. le Président désigne par la voie du sort MM. les scrutateurs chargés du dépouillement

Le scrutin est ouvert à 2 heures 12. Le acrutin est fermé à 3 heures et demie.

DEPOT DE RAPPORTS

M. Dauphin, au nom de la première commis-rion d'initiative parlementaire, dépose le rapport sommaire sur la proposition de loi, présentée par M. llozérian, ayant pour but de dispenser du timbre et de l'enregistrement les actes faits en exécution de la loi sur les réquisitions militaires. La commissan coaclet, à l'unanimité, à la prise en consideration.

M. Chardon, au nom de la commission d'initiatire parlementaire, dépose le rapport sur la proposition de loi de M. Schoelcher, tendant à la suppression de la bastonnade dans les bagnes. Le Sénat, sur le rapport de M. Cazalas, adopte lusieurs projets de loi d'intérêt local.

M. Ch. Garnier dépose un rapport sur le projet le loi concernant la prorogation de la loi qui li-nite ou suspend la fabrication des pièces de

5 francs en argent. Le dépouillement du scrutin pour l'élection d'un sénateur inamovible donne les résultats sui-

Votants, 271. Suffrages exprimés, 271.

Majorité absolue, 136.

Ont obtenu:

M.M. Victor Lefranc, 129. Duc Decazes, 128. Duc de la Rochefoucauld-Bisaccia, 5. Général Ducrot, 4. Duc de Padoue, 2. Amiral Jauréguiberry, 1. Mercier de Lacambe, 1. De Carayon-Latour, 1. RENVOI D'UN TROISIÈME SCRUTIM

Aucun membre n'ayant obtenu la majorité abdue, il y a lieu de proceder à un troisiense tour

M. le Président : — Quand le Sénat veut-il qu'ait lieu le nouveau tour de scrutin? Diverses voix : De suite! A quinzaine! à un

M. Telain demande que les membres du Sé-nat qui demandent la fixation de l'élection à un mois motivent à la tribune leur opinion. (Runeurs à draite.)

M. l. Président : - Puisqu'il y a divergence vais consulter le Senat sur le terme le plu el signé, celai d'un mois,

Le Sénat n'adopte pas le renvoi à un mois et décide que le scrutin est reporté à la date de

Le Sénat s'ajourne au 7 février, à 2 heures. M. Herold : - Je demande que M. le Prési-

des députés du royaume d'Italie, je remercie vivement l'Assemblée législative de s'être associée à notre deuil, en prenant la délibération de suspendre ses séances le jour où les funérailles du roi Victor-Emmanuel avaient lieu à Rome.

« Le premier Vice-Président de la Chambre des députés,

« François de Sanctis. » (Applaudissements.)

INCIDENT

M. Victte déclare que, dans son élection, il ne s'est pas servi d'affiches blanches, comme on l'a prétendu à la séance d'avant-hier; il a fait tirer une circulaire à la main et, si on y a remarqué des traces de colle, elle y a été mise pour les besoins de la cause. (Bruit à droite.)

M. Colin dit qu'il veut aussi rectifier une er-reur commise par M. Estignard. (Interruptions à droite.)

M. le Président engage l'orateur à s'en tenir à un fait personnel et à ne point rentrer dans la discussion qui a été fermée par un vote. (Très-

M. Colin n'insiste pas.

DISCUSSION SUR L'AMNISTIE

L'ordre du jour appelle la discussion du pro-jet de loi relatif aux delits et contraventions commis, du 16 mai au 14 décembre 1877, par la voie de la parole, de la presse, ou par tout autre moyen de publication.

La Chambre passe à la discussion des arti-

DISCOURS DE M. LENGLÉ

M. Lenglé développe un amendement consistant à supprimer dans l'article 1º les mots : « du 16 mai au 14 décembre 1877. Le sens de cet amendement est donc d'étendre le bénéfice de l'amnistie aux crimes et délits antérieurs et postérieurs à cette date. Un amendement, tendant au même but, avait été présenté par un grand nombre de membres de la ganche. Il a été retiré par leurs auteurs qui ont laissé aux imembres de la droit: le privilèse de défendre la vraie égalité en matière d'ammistie. (Très-bien! à droite.) La Commission a repoussé cette extension libérale du projet peur ne pas, dit le rapporteur, en dénaturer la signification. En réalité, c'est le projet du gouvernement qui dénature la signification de l'ammistie et en fait une œuvre de parti et de l'amnistie et en fait une œuvre de parti et de réaction. (Bruit à gauche.)

C'est ce même esprit qui avait, inspiré, en 48, le projet en vertu duquel des récompenses

nationales (taient données à ceux qui avaient été victimes du gouvernement de juillet et, notaument, aux héritiers de Pieschi et de Pépin. On ne peut donner à de pareils projets le nom

d'amuistie.

On peut craindre que le projet de loi ne soit blessant pour la magistrature. En effet, on n'admet pas la culpabilité des individus condamnés et u semble indiquer que les juges ont maljugé. 'amuistie est une mesure de pardon, on en fait une mesure de réparation.

L'amuistie est une œuvre de concorde et d'apprisement la praise de respective.

pai-ement, le projet n'a pas ce caractère. L'am n-dement le lui donnera. Ce qu'on demande n'est pas excessif, c'est ce que Charles X a fait en 1825.

1825.
Les ministres de la République seront-ils moins libéraux que ceux de Charles X?
On pourrait hésiter si l'amendement demandait une annistie générale de tous les délits politiques; les institutons actuelles ne peuvent supporter cette mesure; il n'y a eu qu'une amnistie de ce genre dans ce siècle, en 1850. (Bruit à couple). à gauche.)

Un membre de la gauche dit que l'orateur oublie le 2 décembre,

M. Lenglé répond en citant des paroles de M. J. Favre, reconnaissant que le Chef de l'Etat a incliné sa souveraineté devant celle du peuple et que le coup d'Etat a été dirigé contre ceux qui menaçaient ce grand principe. (Applaudissements à droite.)
L'amendement n'excède pas le tempérament un peu débile que les législateurs de 1875 ont

imposé au gouvernement, et la majorité voudra sans doute le voter. (Nouveaux applaudissements

M. Goblet, rapporteur, dit que le précédent orateur a essayé de faire l'apologie de la clémence impériale succèdant aux crimes et aux proscriptions du 2 décembre. Telle n'est pas la question. Il ne peut pas non plus être question d'une amnistie plus générale.

On sait ce qui a empêché la Chambre de prendre cette mesure. Si elle devient possible ce n'est pas du côté de la majorité qu'elle rencontrera

pas du côté de la majorité qu'elle rencontrera des obstacles. (Très-bien! à gauche.)

La résistance de la Commission à l'extension du projet sera comprise de la Chambre. Une amnistie peut être limitée quant aux personnes, quant aux temps, quant à la nature des délits; elle ne cesse pas, pour cela, d'être une amnistie.

Le projet d'ailleurs a un caractère exceptionnel, il est une mesure de réparation. (Applaudissements à gauche.) Ha un caractère exceptionnel comme le 16 mai lui-même, qui a bouleversé le pays pour donner à une minorité l'occasion de reprendre le pouvoir. (Nouveaux applaudisements.)

Après, comme disait M. Baragnon, on s'est efforcé de faire marcher la France, — on sait par quels moyens!— On a parlé de la magistrature;

Un des plus grands crimes du 16 mai est de l'avoir compromise. (Bruits à droite.) En six mois, il y a cu 3,271 procès politiques. (Exclamois, il y a cu 3,271 procès politiques. (Exclamois), et 2,709 condamnations.

Il y a cu la un zèle excessif et immodéré. — Aucune époque ne présente une statistique semblable. Les délits ont été la conséquence du régime de combat auquel on a soumis la France. (Très-Bien! Très-Bien! à gauche). Le 16 mai a été condanné par le pays et par le message du 14 décembre.

(Très-Bien! Très-Bien! à gauche). Le 16 mai a été condanné par le pays et par le message du 14 décembre.

Cela étant, le premier devoir du gouvernement régulier était de réparer les désordres résultant du 16 mai. — Le projet de loi actuel fait partie de ce système de réparation. Il n'y a done au cune raison de l'étendre à la période antérieure. Y a-t-il eu, pendant cette période antérieure, des condamnations en nombre analogue?

Il y avait eu avant le 16 mai des attaques incessantes contre les lois, les ministres, la Constitution,

contre les lois, les ministres, la Con mais il y avait eu des poursuites; or s'il y a eu

Propriétaire-Gérant ALFRED REBOUX

INSERTIONS:

Annonces: la ligne. . . 20 c. Réclames: » . . . 30 c. Faits divers: » . . . 50 c. Faits divers: On peut traiter à forfait pour les abonne-ments d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reques à Roubaiz, au bureau du journal, à Lille, chez M. Quarré, fibraire, Grande-Place; à Paris, chez MM. Havas, Lafitte Et C'e, 34, rue Netre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à Bruxelles, à l'Office de Publicité.

quelques como d'ailleurs, pendant ne gue ai 16 mai, la presse conservatrice a commis des décits sans nombre, des excitations à la guerre civile. Ces décits seront couverts par l'aumistic.

Si le gouvernement était un gouvernement de consecution de la consecution del consecution de la consecution de la consecution del

regouvernment etat un gouvernement de représaliles, il pourrait poursuivre ces délits. (Très-bien! à gauche.) La loi est une loi de géné-rosité qui devrait être accueillie avec reconnais-sance par tous les partis. (Applaudissements sur les mêmes bancs)

DISCOURS DE M. BARAGNON

M. Baragnon nie formellement le propos qu'on lui a attribué : « Il faut faire marcher la France.» L'expression n'eût pas été convenable, mais il est certain que la France a surtout besoin d'au-

torité.

M. le rapporteur lui-même a dit que le projet était une œuvre de condamnation contre le 16 mai. Or, le 16 mai a été un acce constitutionnel-lement accompli par le Prési lent de la République, d'accord avec le Sénat; dans ees conditions l'orateur ne votera pas le projet de loi. (Applaudissements à droite).

S'il y a eu beaucoup de condemnations, c'est qu'il y a eu beaucoup de délits, car les républicains, quand ils se ut dans l'opacition, dépassent toujours les limites de leur droit, (Rires à gauche,) Enfin le projet est une atteinte à la magistrature dont on met ainsi l'œuvre en suspicion et c'est au Garde des Sceaux qu'il appartiendrait et c'est au Garde des Sceaux qu'il appartiendrait de la défendre. (Applaudissements à droite. —

DISCOURS DE M. TALANDIER

M. Talandier dit qu'il se méné d'un projet d'amnistie émanant des auteurs mêmes d'un coup d'Etat; il e Sénat devait voter une amnistie générale, elle scrait immédiatement proposée, mais en ne veut ainsi que faire échouer le projet devant la Sine.

sée, mais en ne veut ainsi que faire échouer le projet devant le Sénat.
L'orateur espère que le jour de l'amnistie est prochain. Si cet acte de générosité ne peut être accompli aujourd'liui, c'est qu'on n'a pas permis à la République de s'asseoir. Quand la Chambre votera l'amnistie, ce sera sur la proposition de la gauche. (Très-bien! à gauche.)
M. Lenglé explique qu'il n'a jamais proposé l'amnistie générale. Pour prendre une pareille mesure, il faut être un bon gouvernement, fort et solide, c'est-à-dire tenant son origine de la

et solide, c'est-à-dire tenant son origine de la volonté nationale, (Très-bien à droite.)

M. Rouher demande l'avis du gouvernement. M. Dufaure, Président du Conseil, déclare que le gouvernement repousse l'amendement.

DISCOURS DE M. ROUHER

M. Rouher dit qu'il désirait voter la loi d'am-nistie, mais la comervation de deux dates dé-truit le caractère de cette mesure et en fait une truit le caractère de cette mesure et en fait une loi de représailles contraire a tous les principes, et de mature à défraire l'apnis-ment qu'on poursuit. Les premières amnisties, sous la Convention étaient pleins de réserves et de restrictions. A l'époque grandirse du Consulat, il y cut une annistie qui ne fut pas encors complète, il en fut de même sous la l'estauration et sous le Gouvernement de juillet. Le d'ect de 59 est le seul qui ait proclarré une annistie générale. (Applaudissements à droite).

Quant aux législations spéciales, elles prononcent toujours une annistie complète pour tous

cent toujours une annistie complète pour tous les delits qui font l'objet de la mesure. Jamais elle n'a été restreinte aux délits commis de telle à telle date. (Brvit.) Il est arrivé qu'on ait amnistié des faits insurrectionnels qui se limitent eux-mêmes, mais cette limite n'est déterminée

que par la nature des faits et non par la volonté du legis ateur. La loi, dit M. le rapporteur, est une loi de réparation et d'apaisement; on veut effacer tout ce qui s'est passé du 16 mai au 14 décembre, et ce qui s'est passe du 16 mai au 14 decembre, et l'on ajoute que tous les partis en profiteront. En effet, commentaurait-on pu décider que les délits commis par d'autres que les républicains pourraient encore être poursuivis.

Est-ce là une concession? (Rire à droite.)

Pourquoi donc arrêter à volonté le flot de l'apaisement? Des délits ont été commis avant le 16 mai et l'on paux les represents product trais

16 mai et l'on peut les reprendre pendant trois

Il a pu en être commis depuis le 14 décembre. les offenses ont pu être dirigées contre le chef de l'Etat, à l'occasion de son dernier manifeste, par ceux-mêmes qui avaient défendu le premier: veut-on se réserver le droit de poursuivr

On parle d'apaisement en présence des inva-lidations qui se succèdent! (Interruptions à gau-

L'orateur est partisan de la candidature officielle et pourra, à ce sujet, rappeler une parole di-vine : « Que ceux qui n'ont jamais fait de can-didature officielle lui jettent la première pierre! (Applaudissements à droite.)

(Applaudissements à ctent la première pierrei (Applaudissements à droite.)

Mais pour revenir au projet de loi, on ne fera réellement une ouvre de réparation et d'apai-sement qu'en proclamant l'amnistie pour tous les délits de presse, sans distinction de date. L'honorable membre se réserve de montrer, à l'occasion de l'article 2, que le projet viole, d'au-tre part, les droits des citoyens. (Très-Bien! à

droite).

DISCOURS DE M. DUFAURE

M. Dufaure, Président du Conseil, dit que la

M. Dufaure, Président du Conseil, dit que le projet de lei a pour objet de réparer ce qu'on peut appeler politiquement un malheur qui a affligé la France pendant six mois. (Applaudissements à gauche).

Le projet de loi était nécessaire : une crise violente veuait d'agriter le pays, cette crise était la conséquence de la formation du ministère du 16 mai. C'est cette conséquence que viss le projet actuel. Le 16 mai était une grande entreprise électorale; il s'agrésait de faire des élections conformes aux opinions diverses représentées dans le Cabinet, tel était le but exclusif de ce Cabinet.

On l'a poursuivi par tous les moyens, dont quelques uns ont dépassé toute mesure. — L'un de ces moyens a é.é. d'effacer la responsabilité ministérielle devant celle du Président de la

ministèrielle devant celle du Président de la République. On a exposé ainsi le chef de l'Etat à des attaques que les tribunaux ont eu souvent raison de condamuer.

Peut-on nier, de plus, que ces poursuites aient été inégalement d'atriluées? C'est un fait de toute évidence. Il y a eu des provocations qui ont créé à la presse des conditions exception-nelles.